



INFO TÜRK INFO - TÜRK INFO - TÜRK

bulletin mensuel o monthly bulletin o maandelijks bulletin

125

11 ème année o 38, rue des Eburons - 1040 Bruxelles o
Edité en français et en anglais par le Collectif Info - Türk o
Tél: (32-2) 2230 34 72 o ISSN 0770-9664 o Dép.légal: 2198
Abonnement annuel: 500 FB o CCP 000-1168701-45 - Bxl.

Reproduction autorisée avec la mention Info-Türk



LA TURQUIE SOUS L'EMPRISE DE L'INTEGRISME SAOUDIEN

La une du quotidien de centre-gauche *Cumhuriyet* du 13 mars 1987 a secoué brutalement la vie politique de la Turquie. Une organisation internationale islamique favorable à *la Shari'a* (la loi islamique), aurait payé de 1981 à 1982 les salaires du clergé turc employé par le gouvernement d'Ankara pour assurer l'éducation religieuse des travailleurs turcs à l'étranger, notamment en Belgique, en Allemagne fédérale et aux Pays-Pas.

La Ligue Mondiale islamique (*Rabitat-ul Alem-ul Islam*), par le biais du *Centre Islamic et Culturel* à Bruxelles, aurait versé pendant deux ans 1.100 dollars par imam et par mois. Elle aurait également fait dons de vingt millions de LT pour la mosquée qui doit être construite à côté du Parlement, de deux millions pour la mosquée de Kocatepe à Ankara, et de cinq millions pour la restauration d'édifices religieux endommagés par des inondations vers Adana. Sur l'ensemble de ce "contrat" avec une organisation religieuse étrangère, *Cumhuriyet* somme le président Evren de s'expliquer. De fait, on trouve en bas du décret du 28.4.1981 la signature du général Kenan Evren, "le président de la République", qui était alors le chef de la junte militaire.

D'après le *Cumhuriyet*, cette soumission à *la Rabi-tat* serait en un mot un scandale sans précédent dans la histoire de la Turquie laïque. Mais le scandale n'en restait pas là... Une série de reportages du journaliste Ugur Mumcu démontrait que le tandem Evren-Özal aurait fait aussi de nombreuses concessions aux institutions islamiques dirigées par cette organisation saoudienne.

Les polémiques qui ont suivi ces révélations démontraient une fois de plus la politique hypocrite du régime d'Ankara: Alors que, se prétendant "attaché à l'idéal européen", il frappait à la porte des Communautés Européennes, ses gouvernements consécutifs auraient fait tout ce qui était possible pour que *la Rabitat* établisse son hégémonie politique, idéologique et économique en Turquie.

Suite à ces révélations, le ministre d'Etat Hasan Celal Güzel a, au nom du gouvernement, confirmé la révélation concernant le clergé: "les imams impliqués ont exercé leur ministère auprès des Turcs à l'étranger entre le 30 juin 1981 et janvier 1982. Ils recevaient une partie de leur salaire de la *Rabitat*". Toutefois, il a tenté de justifier cette affaire avec la démagogie habituelle du régime: "Peu après le coup d'Etat de septembre 1980, une forte agitation dirigée contre l'Etat se serait développée à partir de l'étranger. Il était donc salutaire pour la Turquie que des religieux envoyés par l'Etat puissent éviter à leurs coreligionnaires de se trouver impliqués dans ces activités subversives, la fin justifiait donc les moyens... de paiement."

Or, d'après les révélations du journaliste Ugur Mumcu, les activités les plus subversives seraient celles de la *Rabitat* qui visent à renverser le système laïc de l'Etat turc et d'y rétablir un régime intégriste basé sur la Shari'a. C'est la raison pour laquelle le Secrétaire général du Parti populiste social-démocrate (SHP) Fikri Sagarlar a demandé purement et simplement la démission de Kenan Evren et des responsables de l'opération "Rabitat". (Voir l'interview encadré avec Sagarlar). Par ailleurs, le SHP a déposé une motion à l'Assemblée Nationale en vue d'ouvrir une enquête parlementaire sur l'affaire Rabitat et la remontée de l'intégrisme en Turquie. Mais la mise à l'ordre du jour de cette motion fut refusée par la majorité gouvernementale.

La réaction du général Evren contre les critiques de l'opposition fut aussi démagogique que celle du porte-parole du gouvernement. Pendant une conférence de presse qu'il a tenue le 27 mars à l'Association des Journalistes de Turquie, le général Evren dit: "Je sais dans quelles circonstances la *Rabitat* avait été autorisée à payer les salaires du clergé turc en Europe. Le pays se trouvait dans une impasse financière et n'avait pas d'argent pour payer ces gens. Je sais que la Ligue Mondiale Islamique est une organisation qui aspire à établir l'ordre de Shari'a dans les pays islamiques, mais aucun de clergé turc n'a été influencé par cette organisation. D'ailleurs, cette affaire, pourquoi est-elle considérée si importante? Ils critiquent également le fait que l'Ambassadeur turc fait partie du Conseil d'administration du Centre Islamique et Culturel en Belgique. Qu'est-ce que nous pouvions faire? L'Etat belge a reconnu l'Islam comme un des cultes officiels du pays et lui a attribué tout le pouvoir de désigner les enseignants religieux. Si nous n'avions pas fait partie de ce centre, le clergé pour la Communauté turque aurait été nommé par les étrangers. Si nous avions participé à la direction de ce centre, c'est pour pouvoir désigner nous mêmes notre clergé. Je crois que cette campagne a été déclenchée pour des raisons subversives, parce que juste après la publication de l'histoire de Rabitat, plusieurs stations de radio européennes ont commencé les émissions anti-turques. Les organisations clandestines en Europe qui mènent une campagne contre la Turquie sont payées pour cela par certains pays communistes. D'ailleurs, si la Ligue Mondiale Chrétienne avait payé ce clergé, ils n'auraient montré aucune réaction."

Néanmoins, il n'a prononcé aucun mot en ce qui concerne les révélations relatives aux autres actes de soumission à la Rabitat. Pendant son monologue -les journalistes participant à la conférence de presse se

sont vus interdits de poser des questions au "Président de la République"- Evren a affirmé qu'il serait seul garant de la laïcité de l'Etat.

Or, c'est pendant la période du pouvoir d'Evren que les courants intégristes ont atteint leur apogée en Turquie et la laïcité de l'Etat s'était effondrée plus que jamais. ("A propos de l'intégrisme", *Info-Türk*, mai '86)

HISTORIQUE DE LA SOUMISSION A LA RABITAT

Il faut admettre que la remontée de l'Islamisme avait déjà débuté dans les années 70, après le déclenchement de la crise pétrolière. Tout d'abord, la sécularisation de l'Etat et la suppression des institutions islamiques par la jeune République n'étaient pas accompagnées et soutenues par des réformes socio-économiques qui puissent améliorer les conditions de vie des couches populaires. De plus, l'interdiction des partis politiques de gauche, des syndicats et des organisations démocratiques poussait les masses mécontentes à des regroupements clandestins islamistes et à des pratiques superstitieuses. Mais à partir du passage au système pluraliste en 1946, tous les partis politiques se sont mis à s'adresser aux sentiments religieux des croyants pour des raisons électorales. Par conséquent, on a vu un déclenchement de la construction des mosquées à travers le pays. Alors que 12.036 mosquées existaient en Turquie au début de la République, ce nombre s'élevait à quelque 50 mille dans les années 70.

Les années 1973-80 constituent la période de la répolitisation de l'Islam en Turquie. Le Parti du Salut National (MSP) de Necmeddin Erbakan, avec le soutien de la bourgeoisie anatolienne conservatrice, s'organisait rapidement et devenait le troisième grand parti politique du pays. Grâce à sa position clé lors de la constitution des coalitions gouvernementales et sa participation à plusieurs gouvernements, le MSP faisant du mouvement islamique une des composantes les plus importantes de la vie politique.

La junte militaire qui s'est emparée du pouvoir le 12 septembre 1980, tout en visant les organisations de gauche et démocratiques, s'opposait également à l'extrême-droite, chauviniste ou intégriste, mais cela uniquement dans le but de justifier son putsch en se présentant comme arbitre au-dessus de toute espèce d'extrémisme. Bien que la justice militaire ait entamé quelques procès politiques à l'encontre des organisations néofascistes et islamistes, quelques mois plus tard tous les dirigeants de ces partis ont été mis en liberté. De plus, dans la nouvelle structure politique, les activistes de ce deux extrémismes se sont bien infiltrés dans l'appareil de l'Etat ainsi que dans le Parti de la Mère-patrie (ANAP), qui est au pouvoir depuis 1983.

Alors qu'il se prétendaient les héritiers du Kémalisme, mouvement laïc du fondateur de la République Kemal Atatürk, les militaires, dans le but de récupérer les militants islamistes, ont pris une série de mesures, tout en niant le principe de la laïcité de l'Etat.

Le général Evren, dans tous ses discours, se référait aux textes coraniques pour justifier ses arguments antidémocratiques. Le gouvernement militaire et son successeur "civil" accélèrent l'ouverture vers les pays islamiques en vue de développer les rapports économiques et commerciaux avec ces pays. Le général Evren,

L'OPPOSITION DE GAUCHE ACCUSE LE GENERAL EVREN

Le Secrétaire général du Parti populiste social-démocrate (SHP) Fikri Saglar, dans un interview qu'il a accordé au quotidien *The Turkish Daily News* du 3 avril 1987, a expliqué pourquoi il a demandé la démission de Kenan Evren:

"D'abord il faut parler de la vraie nature de Rabita, la Ligue islamique mondiale. Ce n'est pas une organisation religieuse, comme on voudrait nous le faire croire, mais une fondation politique. Son but est de promouvoir les principes de la Shari'a. Comme ils poursuivent des buts politiques, ils agissent pour parvenir à leur fin. En Turquie, ils ont versé de l'argent. Or les gens quels qu'ils soient sont liés et obéissent d'abord à ceux qui les payent. C'est une loi universelle. Si une organisation islamiste paye les envoyés du gouvernement turc, il serait après tout absolument normal que ces envoyés travaillent pour l'organisation. Par ailleurs, un autre principe fondamental est que l'Etat doit absolument payer lui-même ses envoyés. Or, qu'a-t-il fait dans cette affaire? Il a vendu sa liberté et son indépendance à une organisation islamique dont les idéaux sont contraires aux siens propres."

Q: Mais ce "dérapage" vaut-il à lui seul la démission du président de la République?

R: Ce qui compte, ce n'est pas qu'Evren ait signé personnellement ou pas, c'est qu'il soit le leader du gouvernement qui a mis en œuvre cette politique. Vous dites "le président", mais n'oubliez pas qu'à l'époque, entre 80 et 83, il était le véritable chef de l'exécutif en Turquie, et qu'il prenait personnellement les décisions.

Q: Kenan Evren, cependant, est considéré par l'opinion publique comme l'un des ardents défenseurs de la laïcité.

R: L'opinion le croit en effet. C'est faux. Il se peut que le président, personnellement, croit aux principes de la laïcité, mais en aucun cas alors il n'a accordé ses actes à ses pensées.

Q: Vous pensez sincèrement que le fondamentalisme est une menace concrète pour la Turquie?

R: Prenons les faits. Depuis le 12 septembre 1980, la laïcité est lentement mais sûrement érodée en Turquie. Depuis cette date, les affaires religieuses pénètrent peu à peu les affaires d'Etat. Pour la première fois dans une constitution par exemple on évoque et on admet la question des cours religieux dans l'éducation nationale. Le chef de l'Etat commence certains de ses discours par des versets du Koran. Les fondations religieuses se multiplient. Le nombre des écoles d'imams est resté inchangé mais le nombre des étudiants s'est également multiplié. Le président, ostensiblement, fait remarquer qu'il n'observe pas le jeûne obligatoire parce qu'il est en voyage officiel, etc. Chacun de ces indices peut paraître minime. Leur somme démontre clairement la tendance actuelle de la Turquie.

Q: Mais en Turquie les musulmans constituent 90% de la population. Tous ne cherchent pas à renverser la république.

R: C'est ce que dit Kenan Evren. Dans un pays musulman, dit-il pour justifier la constitution, il est normal que l'on s'occupe de l'éducation religieuse. Il y a d'abord contradiction entre ces paroles et ses déclarations sur son rôle de "défenseur de la laïcité". Ensuite, dans un pays laïque comme la Turquie, je pense que les non-musulmans qui constituent 10% de la population peuvent exiger que de telles choses soient retirées de la constitution. Je dis que même pour un pourcent, un Etat laïque devrait s'abstenir de s'occuper d'affaires religieuses.

Q: Quelle explication donnez-vous à cette recrudescence du sentiment islamique?

R: C'est clair. Une partie de la droite et de ceux qui ont pris le pouvoir le 12 septembre 1980 ont voulu utiliser la force de la religion contre le rassemblement des forces de gauche. Pour contrecarrer l'influence populaires des communistes, des sociaux-démocrates, des socialistes, on a joué contre eux la carte religieuse. Voilà pourquoi l'intégrisme a réapparu en Turquie. D'autre part, il ne faut pas négliger les facteurs extérieurs. La Turquie est le seul pays musulman à vivre sous un régime laïque. Certains n'aiment pas ça. On a dit dans l'affaire Rabita que Demirel avait été le premier à prendre contact avec la Ligue islamique mondiale. Mais à l'époque, Ozal était déjà son conseiller. Or, depuis cette époque, Ozal a des liens avec l'Arabie Saoudite. L'Arabie Saoudite en fait est prêt à accorder son aide à la Turquie en échange de concessions à l'islamisme. N'oublions pas évidemment l'Iran qui cherche à garantir sa frontière ouest en ayant le plus d'amis possible à Ankara. Ces deux pays jettent constamment de l'huile sur le feu, même si le feu n'est pas très fort. Les dirigeants de 1980 et d'après auraient dû voir cela. Ils ne l'ont pas vu, et n'ont pas réagi.

Q: Vous pensez que des gens au gouvernement et des politiciens de droite sont favorables au retour des fondamentalistes?

R: Pour obtenir 92% de oui au référendum constitutionnel de 1982, il a fallu faire bien des concessions. Depuis la fondation de la république il reste en Turquie des nostalgiques de la Chari'a qui attendent leur heure. Le danger est réel. Après notre déclaration demandant la démission du président Evren la semaine dernière, les partis de droite ont réagi unanimement contre nous. Voilà, bien une preuve que notre combat dérange certaines personnes.

ses premier-ministres et ministres participaient très souvent aux réunions des pays islamiques et font toujours la navette entre les capitales du monde arabe.

LA REMONTEE DE L'ISLAMISME EN TURQUIE

De développer des rapports bilatéraux, y compris avec les pays musulmans, est bien entendu tout à fait indispensable pour un pays en voie de développement à moins que cela n'aboutisse à engendrer la résurrection des courants médiévaux soixante ans après la proclamation de la République.

D'après les révélations récentes il s'avère irréfutable que le mouvement islamiste s'est bien organisé depuis deux décennies aux plans social, politique et culturel tout en développant les rapports avec les organi-

sations internationales de la réaction saoudienne, notamment avec la Ligue Mondiale Islamique (*la Rabita*).

Ce qui est le plus remarquable est que le premier ministre actuel Turgut Özal, "enfant chéri" du capital américain et auteur de la demande d'adhésion turque à la CEE, figure depuis le début dans le noyau dur de ce mouvement islamiste.

Dans les années 60 et 70, une association d'apparence "académique" recrute les premiers "intellectuels islamistes" et commence à les former pour les missions importantes dans l'avenir. Il s'agit de l'*Association pour la Propagation de la Science* (Ilim Yayma Cemiyeti). Le mot de science est employé non dans le sens de "sciences positives", mais dans le sens de "shari'a".

La parution de cette association en Turquie coïncide avec la fondation de la *Ligue Mondiale Islamique* (Rabita) par l'Arabie Saoudite à la Mecque. En effet, cette

dernière avait été fondé en 1962 avec le soutien des Etats-Unis qui tentaient de politiser l'Islam au Moyen-Orient afin de contrecarrer la montée du mouvement progressiste et anti-impérialiste dans la région. Le financement de la *Rabitat* était assuré par la compagnie américaine ARAMCO, exploitant le pétrole de l'Arabie Saoudite et du Golfe persique. Il s'agit d'une période où fleurissait aussi le mouvement socialiste en Turquie.

Parmi les 41 fondateurs de la *Rabitat* figuraient également deux membres de l'Assemblée nationale turque, Salih Özcan et Ahmet Gürkan.

Selon ses statuts, la *Rabitat* avait pour but:

- Sélectionner les musulmans accomplis parmi les pèlerins venus à la Mecque et les former comme missionnaires de l'Islam;
- Subsidier les publications islamiques dans tous les pays;
- Organiser des rencontres entre les hommes d'Etat.

Déjà en 1968, la revue socialiste *ANT* révélait, avec un tableau bien explicatif, la pénétration de la *Rabitat* dans la Turquie par le biais de l'*Association pour la Propagation de la Science* (IYC). A cette époque l'IYC avait déjà placé ses militants dans plusieurs ministères, entreprises publiques, s'était chargée de la coordination de différentes organisations anti-communistes, religieuses et nationalistes, avait lancé plusieurs publications dont deux journaux quotidiens et s'était emparée de toutes les écoles religieuses. *ANT* rendait publics également les noms de trois jeunes ingénieurs islamistes qui étaient parvenus à s'emparer des positions très importantes dans les services publics. *Turgut Özal*, président de l'Organisation de planification de l'Etat (DPT), son frère *Korkut Özal*, président de la Compagnie pétrolière de l'Etat (TPAO) et *Necmeddin Erbakan*, secrétaire général de l'Union des Chambres de Commerce, d'Industrie et des Bourses de Turquie (TÖB). Dans l'intelligentsia turc, ils se distinguaient des autres par leurs pratiques religieuses telles que prier cinq fois par jour, même au lieu de travail, et des pèlerinages fréquents à la Mecque. A cause de cela, ce groupe s'appelait *Takunyalilar* (les gens à sabots). (*ANT*, 19.3.1986)

Il faut rappeler tout de suite que, de ces trois ingénieurs bien sélectionnés à la Mecque, *Turgut Özal* deviendra d'abord vice-premier, puis premier ministre, *Korkut Özal* ministre de l'intérieur et *Erbakan* d'abord président du Parti du Salut National (MSP), puis vice-premier ministre.

Parallèle au mouvement islamiste, se renforçait à cette époque-là en Turquie un autre mouvement: *Le Parti d'Action Nationaliste* (MHP) de l'ancien colonel *Türkes* qui, tout en prétendant attaché aux valeurs islamiques, proclamait la supériorité de la race turque et envisageait la constitution de l'empire uni de tous les Turcs du monde sous le même drapeau. En effet, l'union sur la base de la race était en pleine contradiction avec l'idée d'*Umma* (communauté de tous les musulmans).

Afin de concilier les deux tendances, l'IYC se transformait en 1970 en une autre association ouverte également à des nationalistes: *Le Foyer des Intellectuels* (Aydinlar Ocagi). La nouvelle association, pour satisfaire toutes les tendances de la droite, a lancé la doctrine de "la synthèse turco-islamique". Cette doctrine voulait rendre l'Etat plus puissant et autoritaire pour la promotion de l'Islam et des valeurs nationales des

Turcs. C'est cette association qui a joué un rôle important dans la formation des coalitions gouvernementales entre les différentes formations de droite: Les gouvernements "Front Nationaliste", de 1975 jusqu'en 1980, sous la présidence du conservateur *Demirel* avec la participation comme vice-premiers *Erbakan* et de *Türkes*.

C'est en 1976 que, comptant sur la puissance financière et économique des pays exportateurs du pétrole venue de la crise pétrolière, la *Rabitat* organise au Pakistan en 1976 une rencontre plus audacieuse en vue d'imposer aux autres pays un programme plus ambitieux. Il s'agit du *Congrès Internationale de la Shari'a*, assisté également par le Ministre d'Etat turc *Hasan Ak-say*, compagnon des *Ozal*. Le congrès adopte le programme suivant:

- Rendre les constitutions et législations de tous les pays islamiques conformes à la Shari'a;
- Rendre obligatoire dans tous les pays islamique l'instruction de la langue du Coran;
- Réinstitution du Califat (aboli en 1924 par la République de Turquie);
- Publication d'un catéchisme de la Shari'a;
- Rendre obligatoire l'apprentissage des cinq premiers chapitres du Coran dans les écoles primaires et de l'ensemble dans les secondaires.
- Proclamation du jour de vendredi comme jour férié;
- Application stricte des interdits imposés par le Coran aux femmes;
- Ouverture des mosquées dans tous les lieux officiels;
- Fondation des organisations et syndicats musulmans.

De fait, ce programme imposé par la *Rabitat* fut mis en pratique sans retard dans tous les pays. L'ouverture du Centre Islamique et Culturel en Belgique, juste à côté des édifices des Communautés Européennes, visait à appliquer une partie de ces décisions d'au moins à des communautés immigrées provenant de pays islamiques.

L'HEURE DES ISLAMISTES EN TURQUIE

Quant à la Turquie, les islamistes préféraient d'avancer avec une extrême prudence pour ne pas provoquer une réaction brutale de la part de l'Armée dont certains officiers restaient toujours attachés aux principes de la laïcité. De plus, les forces de gauche résistaient énergiquement contre toute tentative intégriste.

Jusqu'en 1980, tous les efforts ont été concentrés sur le renforcement de la puissance économique des milieux islamistes. Plusieurs figures importantes du *Foyer des Intellectuels* se trouvaient déjà à la tête des entreprises économiques privées ou publiques. *Turgut Özal* était le conseiller du Premier Ministre *Demirel* et le "man on the spot" du Fonds Monétaire Internationale et de la Banque mondiale.

Suivant l'exemple du *Christianity Holding* et de la *Banque di Ambossiano* du Vatican, les hommes de la *Rabitat* en Turquie, grâce aux revenus de leur commerce avec les pays islamiques, ont commencé à mettre sur pied une série d'holdings, de fondations et d'entreprises.

C'est à cette période que, pendant le 8e Congrès Islamique réuni à Chypre le 24.3.1980, le président des

Affaires religieuses Tayyar Altikulaç demande aide au Secrétaire général de *la Rabitat*, Ali El Harekat. Ce dernier se rend une semaine plus tard en Turquie et promet:

- le financement du service religieux des travailleurs turcs à l'étranger;
- un don de 20 millions LT pour la construction d'une mosquée sur le terrain de la Grande Assemblée Nationale de Turquie;
- l'aide à la Direction des Affaires religieuses.

Quand les militaires se sont emparés du pouvoir le 12 septembre 1980, alors que tous les dirigeants étaient éloignés de leurs fonctions et que le premier ministre Demirel se voyait incarcéré dans une caserne militaire, son conseiller, Turgut Ozal, s'installait dans le gouvernement militaire à titre de "vice-premier".

Enfin, c'était l'heure des islamistes!

Bien que Erbakan et les autres dirigeants du MSP, dont le frère Ozal, soient arrêtés, il ne s'agissait que d'un scénario mis en scène par la junte pour se montrer "attachée aux principes d'Atatürk". Quelques mois plus tard tous les islamistes seront remis en liberté.

Dès lors, l'influence de *la Rabitat* et la mise en pratique des décisions du Congrès de la Shari'a s'accélérent. Le général Evren fait dans chaque discours des citations des *versets* du Coran et *hadiths* du Prophète.

C'est dans le contexte de cette soumission que le général Evren signe le décret relatif au paiement des salaires du clergé turc à l'étranger par *la Rabita*.

Pendant que les ministres du gouvernement militaire font la navette entre les capitales des pays islamiques, le volume du commerce avec ces pays dépasse celui d'avec les pays de la CEE. Et c'est la première fois dans l'histoire de la République qu'un chef de l'Etat, le général Evren participe à la Conférence islamique au Maroc en 1984.

Concrètement, depuis l'arrivée au pouvoir des militaires:

- L'enseignement religieux dans les écoles secondaires est rendu obligatoire par la nouvelle constitution. Même les élèves chrétiens sont contraints de suivre le cours religieux islamique.

- Le nombre des mosquées s'élève à 57.060.

- Le nombre des écoles religieuses et des cours coraniques augmente. Un élève sur cinq dans l'enseignement secondaire fréquente une école religieuse: 220.991 élèves dans 715 écoles religieuses. 130.874 enfants (78.354 filles et 52.520 garçons) dans 3704 cours coraniques. Mais le nombre des cours coraniques non reconnus serait beaucoup plus élevé. Selon le *Cumhuriyet* du 28 janvier 1987, le Ministre de l'Etat Kazim Oksay a déclaré que 5.000 nouveaux cours coraniques auraient été ouverts au cours de deux années passées.

- Alors que les publications de gauche sont interdites, le nombre et le tirage des publications islamistes se multiplie rapidement. Le nombre en titre des livres religieux a augmenté de 226% (de 267 à 637 en chiffres absolus) en 9 ans et de 71% en 6 derniers ans. Le nombre des revues islamistes s'est monté de 15 en 1980 à 27 en '86. Quatre quotidiens islamistes font un tirage total de près de 200.000 (*Türkiye* 150.000, *Milli Gazete* 30.000, *Yeni Nesil* 8.000, *Zaman* 11.000).

- Les pratiques religieuses dans les lieux officiels deviennent plus fréquentes. Suivant la décision du Con-

grès de la Shari'a, chaque département d'Etat attribue une pièce pour la prier. Avec l'aide de *la Rabitat*, on construit des mosquées à l'Assemblée Nationale, dans les universités et autres lieux publics.

- Récemment, un député du parti d'Özal propose à l'Assemblée Nationale un projet de loi qui prévoit que les services publics se ferment pendant deux heures le vendredi afin de permettre la prière du "jour sacré" de l'Islam.

- Les fondations islamiques enrégistent pendant la période d'Evren-Özal un développement sans précédent. Le profit annuel de *La Fondation turque des affaires religieuses*, grâce à l'organisation du pèlerinage à la Mecque, atteint des montants fabuleux. En 1986, avec un chiffre de 2,2 milliards LT, son profit annuel surpasse largement ceux des plus puissantes entreprises industrielles du pays. En plus, les figures importants du *Foyer des Intellectuels* parviennent à mettre sur pied une série de fondations et holdings islamiques. Le nombre des fondations s'élève à 1.663 en 1986 alors qu'il était de 804 en 1983. Selon l'estimation du quotidien *Hürriyet* du 20 mars 1987, le montant des avoirs de ces fondations serait de 2.000 milliards LT (5 milliards DM). Le premier Özal lui-même figure parmi les administrateurs de *la Fondation de la Culture Nationale de Turquie* (*Türkiye Milli Kültür Vakfi*), son frère Özal préside *la Fondation de la Fertilité* (*Bereket Vakfi*).

- Le plus important est qu'après le coup d'état militaire les groupes financiers saoudiens tels que *Faïsal Finance* et *Al Baraka* sont autorisés à s'installer en Turquie et de participer à plusieurs entreprises industrielles et commerciales. Parmi les partenaires turcs de ces groupes figurent encore les membres de la famille Özal et plusieurs dirigeants du parti gouvernemental ANAP. *Faïsal Finance* et *Al Baraka* sont liés à un groupe financier saoudien siégré à Genève, *Dar Al-Maal Al Islam*. Le fondateur du *Faïsal Finance* en Turquie est l'ancien député Salih Özcan qui figure parmi les 41 fondateurs de *la Rabitat*. Quant à *Al Baraka*, son partenaire principal est le frère Özal.

- *Dar Al-Maal Al Islam* du prince Faïsal s'intéresse également aux économies des travailleurs turcs en Europe. Pour cela, il a mis sur pied *Islam Tekafül Kurumu* (La Corporation Islamique de la Garantie) dont la propagation se fait parmi les immigrés par le biais des mosquées turques en Europe.

- *La Rabitat* subsidie également La République turque de Chypre du Nord (KKTC). D'après le *Milliyet* du 26 mars 1987, les sommes attribuées à l'administration de *Denktash* par *la Rabitat* s'élèveraient à \$ 988.949.

- Certains grands journaux de Turquie bénéficient également des subsides de *La Rabitat*. Le *Hürriyet* a annoncé le 27 mars 1987 que les quotidiens *Tercüman*, *Milliyet*, *Türkiye* et *Yeni Asya* auraient reçu des papiers de journaux d'une valeur d'un milliard LT, payés par les banques de *la Rabitat*.

Suite aux révélations en ce qui concerne les activités de *la Rabitat* en Turquie et au sein de l'immigration, son secrétaire général-adjoint Amin Akil Al-Atlas, dans un interview au *Hürriyet* du 29 mars, les justifie en ces termes: "La propagation de la Shari'a est notre devoir. C'est Dieu qui parle ainsi. Si vous êtes musulman, vous devez faire ce que Dieu dit. C'est le devoir de tous les musulmans du monde."

Mais le plus remarquable est que, l'Armée turque, et c'est la première fois dans l'histoire de la République, se déclare ouvertement "l'Armée de l'Islam".

Pendant l'opération de ratissage à l'encontre des guérillas kurdes à l'Est, les avions et hélicoptères de l'Armée ont jeté aux villages kurdes des centaines de milliers de tracts de "jihad" (guerre sainte).

Voici quelques quotations de ces tracts:

"Citoyen!

"Ecoute bien ce que vous ordonne la religion Islam:

"Combattez dans le Chemin d'Allah ceux qui vous

combattent, ne soyez pas transgresseurs! Allah n'aime pas les Transgresseurs. (Coran, Sourate II, V. 186/190)

"Les bandes séparatistes tentent de l'arracher à la religion, les enfants, la femme, à toutes les valeurs comme la patrie, le drapeau et la morale.

"C'est ton devoir de combattre contre eux!

"N'oublie pas! L'armée turque qui est en train d'anéantir ces traîtres est la dernière armée puissante du monde islamique d'aujourd'hui. Collabore avec elle!"

C'est cette armée qui se prétend le seul garant des principes d'Atatürk et de l'occidentalisation en Turquie, et frappe maintenant, par l'intermédiaire de son gouvernement "civil", à la porte des Communautés européennes.

RAPPORTS ENTRE LES ISLAMISTES ET LES PARTIS DE DROITE

La Turquie, selon la constitution mis en vigueur par les militaires en 1982, est une république laïque. Donc, l'Etat doit rester en dessus de toutes les affaires religieuses tout en veillant à la sauvegarde de l'égalité entre les cultes différents du pays..

Or, le respect de l'égalité des cultes n'existe nullement en Turquie. Tout d'abord, les minorités non-musulmanes sont soumises à une discrimination officielle non seulement au point de vue de l'accès à des positions importantes dans les services publics, mais aussi dans le domaine de l'éducation religieuse. En vertu de la nouvelle constitution, les enfants chrétiens sont contraints à suivre les cours islamiques dans les écoles secondaires.

La neutralité de l'Etat vis-à-vis des cultes différents est également inexistante pour une partie importante des Musulmans.

L'Islam n'est pas du tout monolithique en Turquie et les deux sectes principales de l'Islam, les *Sunnites* et les *Alévites*, vivent côte à côte dans les communautés turques et kurdes. Alors que les Sunnites constituent la majorité absolue, le nombre des Alévites se situe aux environs de 10 millions sur une population totale de 50 millions.

La secte alévite peut être comparée à des mouvements messianistes qui, à la fin du moyen-âge en Europe, voulaient l'état idéal sur terre. Malgré leur parenté avec les Shiites d'Iran, les Alévites sont plus ouverts que les Sunnites. Cela est probablement dû à leur statut minoritaire en Turquie, alors que les Shiites sont toujours majoritaires en Iran. Pendant toute la période républicaine, les Alévites ont d'abord soutenu le réformisme kémaliste et ensuite les mouvements de gauche. Ils sont toujours discriminés, comme les minorités chrétiennes, par l'Etat même pendant les périodes du pouvoir kémaliste ou social-démocrate, parce qu'ils n'ont aucun pouvoir dans la *Direction des Affaires Religieuses de la République*. L'autorité officielle dans le domaine religieux est confiée entièrement à la secte majoritaire de l'Islam: les *Sunnites*.

Les ordres sunnites influencés par la Rabitat

La secte sunnite, divisée en plusieurs ordres ou tendances religieuses, se trouve depuis une vingtaine d'années sous l'influence croissante de la Ligue Mondiale Islamique (*La Rabitat*).

Alors que 98 pour cent de la population de Turquie sont de confession islamique, la proportion des militants du mouvement visant à constituer en Turquie un régime "à la saoudienne" n'est estimé à l'heure actuelle qu'à de 10 pour cent au maximum. Toutefois, tous ces ordres et tendances, en vue de la conquête du pouvoir politique, chargent leurs militants ou messagers de s'activer dans tous les partis de droite en sorte de regagner la sympathie de leurs partisans.

Selon l'hebdomadaire *Nokta* du 1er mars 1987, la répartition des ordres et tendances religieuses dans les partis politiques s'établit comme suite:

1. Les Naksibendi:

Un des plus anciens ordres religieux du pays. Il soutient principalement le *Parti de la Mère-patrie (ANAP)*, mais figurent dans cet ordre également les adhérents ou sympathisants du *Parti du Bien-être (RP)*, du *Parti de la Juste-Voie (DYP)* et du *Parti Nationaliste du Travail (MCP)*.

2. Les Sulaymanci:

Un ordre issu des Naksibendi, il ne soutient que l'ANAP.

3. Les Kadiri:

Un ordre mystique, il ne soutient que le RP.

4. Les Nurcu:

Alors qu'une des deux factions de cet ordre, les *Yeni Asyacılar*, soutient le DYP; l'autre, les *Fethullahci*, est partisan de l'ANAP.

5. Les Isiki:

Issu des Naksibendi, cet ordre ne soutient que l'ANAP et augmente récemment son influence grâce à la réussite de son journal *Türkiye* qui fait quotidiennement un tirage de 150.000 exemplaires.

De ces ordres, les *Fethullahci* oeuvrent récemment parmi les jeunes cadets des écoles militaires en vue de conquérir le pouvoir par le biais d'une armée bien islamisée. Les *Sulaymanci*, de leur part, endoctrinent les jeunes par de milliers de cours coraniques et de doroits qu'ils ont ouverts à travers le pays.

Sont surgies par ailleurs, après la révolution iranienne, quelques tendances qui prônent la conquête du pouvoir en suivant l'exemple de Khomeiny: notamment le Groupe "Jeunes Radicaux" et le Groupe "Cemalettin Kaplan". Leur caractéristique commune est le rejet total de tout lien avec les partis politiques quels qu'ils soient.

La synthèse turco-islamique des Loups Gris

Bien qu'il n'est pas en soi un mouvement religieux, il faut compter les Loups Gris parmi les islamistes les plus audacieux. Organisés avant le coup d'état dans le Parti d'Action Nationaliste (MHP) de l'ancien colonel Turkes, ils prônaient la constitution d'un Etat fasciste qui rassemblerait tous les peuples d'origine turc du monde, y compris ceux de l'Union soviétique, sous le drapeau de "l'Empire Touran". C'est ce mouvement qui était instigateur et auteur de la violence politique des années 70. En même temps, il prônait la doctrine de la Synthèse turco-islamique et développait dans cette optique ses rapports avec les autres mouvements islamistes ainsi qu'avec la Rabitat. Depuis l'interdiction du MHP, les Loups Gris s'organisent en Turquie dans le Parti Nationaliste du Travail (MCP).

Une tendance sui generis: La Vision Nationale

C'est un mouvement islamiste sui generis qui participa depuis le début des années 70 à la vie politique avec son propre parti politique. Avant le coup d'état de 1980, le Parti du Salut National (MSP), dirigé par Necmeddin Erbakan, regroupait plusieurs tendances islamistes en son sein. De plus, au plan politique il était l'interlocuteur privilégié de la Rabitat. Après l'interdiction du MSP par les militaires, la Vision Nationale a fondé un nouveau parti, avec le soutien actif d'Erbakan: Le Parti du Bien-être (RP), mais s'est vu perdre sa position privilégiée autant vis-à-vis de la Rabitat que des divers ordres religieux. Alors que le MSP obtenait quelques 10 pour cent des voix avant le coup d'état de 1980, son successeur, le RP, n'a atteint qu'à 2,5 pour cent aux dernières élections partielles. La majorité des électeurs islamistes s'orientaient vers l'ANAP, nouveau parti préféré de la Rabitat, qui jouit du soutien non seulement des Etats-Unis, mais également des militaires.

Deçu d'avoir perdu sa position privilégiée dans le mouvement islamiste à l'avantage de l'ANAP, la Vision Nationale s'est mis à chercher une nouvelle image de marque: "un mouvement ouvert à tout dialogue avec les autres forces démocratiques du pays sur la base de l'indépendance du pays, le respect aux droits de l'homme, la levée de la législation interdisant les partis islamistes ou communistes."

Avec cette nouvelle identité, il refuse toute collaboration avec le régime autoritaire des militaires et entre dans les actions communes, notamment en RFA et aux Pays-Bas, avec les organisations immigrées turques proches des mouvements communiste ou social-démocrate. Tout récemment, le secrétaire général du Parti Communiste de Turquie (TKP) a déclaré pendant ses entretiens avec les journalistes turcs à Paris que son parti serait très content de sa collaboration avec les "islamistes rationnels".

Toutefois, il est trop tôt pour rendre un jugement sur la réussite de cette nouvelle ouverture de la Vision Nationale. La presse à la solde de la Rabitat a déjà déclenché une campagne en vue de discréditer les dirigeants actuels de ce mouvement en Europe tout en affirmant qu'ils seraient "manipulés par les agents de Moscou." Un argument qui pourrait inciter beaucoup d'adhérents de la Vision Nationale à s'opposer à leurs dirigeants et contraindre ces derniers à s'incliner devant l'autorité sinistre de la Rabitat.

L'IMPLANTATION DE LA RABITAT EN BELGIQUE

La question des professeurs de religion et du clergé islamique a suscité une grande polémique, non seulement en Turquie mais également dans l'opinion belge, notamment après la manifestation anti-américaine des Nord-africains en avril 1986. Depuis lors on s'interroge autant sur le rôle de l'Islam au Magreb et en Turquie qu'en Belgique.

Les deux communautés musulmanes en Belgique, maghrébine et turque, constituent actuellement 21,8% des étrangers présents en Belgique. La mosquée est déjà l'un des lieux religieux les plus fréquentés sur le territoire belge.

Les cours de religion islamique connaissent un développement rapide depuis la reconnaissance de l'Islam comme un des cultes officiels de la Belgique. Alors que dans l'année scolaire 1977-78 le nombre des écoles dans lesquelles se déroulent les cours de religion islamique n'était que de 140, il s'est élevé à 600 dans l'année 1984-85. Durant la même période, le nombre des élèves a grimpé de 7.055 à 26.000 et celui des enseignants de 68 à 300.

Si la remise symbolique, en 1967, des clefs du pavillon du Cinquantenaire au roi Fayçal d'Arabie Saou-

dite, semblait marquer le point de départ de l'installation rapide d'une nouvelle religion sur le territoire belge, il faudra néanmoins attendre le 9 juillet 1974 pour que l'Islam soit reconnu en Belgique au même titre que le culte catholique, israélite ou protestant. Il s'agissait d'une reconnaissance faite sans avoir étudié profondément les particularités de l'Islam et sans avoir préparé les structures nécessaires pour éviter les inconvénients éventuels. Le déclenchement de la crise pétrolière aurait pu contraindre la Belgique à prendre cette décision.

De plus, malgré le fait que l'Islam n'est pas monolithique et ne connaît aucune autorité hiérarchique, le gouvernement belge a commis l'erreur de reconnaître le Centre Islamique et Culturel (CIC) comme seul interlocuteur pour les affaires islamiques en Belgique. Or, derrière ce centre se trouvait la Ligue Mondiale Islamique (Rabitat-ul-islam-ul-Alem), une organisation internationale mise sur pied et financée par les régimes réactionnaires de l'Arabie Saoudite et des Emirats du Golfe persique.

Le Conseil d'administration de ce centre se compose essentiellement de représentants de cette Ligue et d'ambassadeurs d'Etats islamiques représentés à Bruxelles.

les, à savoir pour l'instant le Sénégal, la Turquie, le Maroc, l'Arabie Saoudite et le Pakistan.

COURS DE RELIGION ISLAMIQUE

Dès juin 1975, le gouvernement belge invitait les chefs d'établissements officiels à offrir, à titre expérimental, aux étudiants maghrébins et turcs des cours de religion musulman. La responsabilité de la désignation des enseignants fut confiée, par circulaire du 10 décembre 1982 au directeur-imam du CIC. Tous les professeurs désignés par le CIC sont payés par l'Education nationale belge. Le salaire mensuel qui leur est appliqué est, dans l'enseignement primaire, celui de l'institutrice gardienne (soit 38.000 F brut); dans l'enseignement secondaire, celui de l'Instituteur (soit 46.000 F brut) et dans le secondaire supérieur, celui du régent (soit 48.000 F brut).

Quant aux imams, les maghrébins sont nommés et payés par les mosquées elles-mêmes gérées sous forme d'association sans but lucratif, alors que le clergé turc est directement nommé et rétribué par la Direction des Affaires Religieuses de la République de Turquie. Pendant les années 1981-1983, les salaires de ces derniers avaient été payés par la Rabitat.

Bien que le réseau d'enseignement libre catholique (en vertu des lois du 29.5.1959 et du 11.7.1973 - lois dites du "Pacte scolaire") ne soit pas obligé d'organiser des cours de religion islamique, comme le nombre des élèves belges est en chute libre, beaucoup d'écoles catholiques le font pour recruter les enfants des familles musulmanes et prétendent à la rémunération par l'Etat des professeurs de religion islamique.

Le directeur-imam du CIC, M. Al-Ahdal, déclare au *Soir* du 26.5.1986 que ses enfants fréquentent l'école catholique et ajoute: "J'apprécie les écoles catholiques en général parce qu'elles respectent la loi islamique."

Beaucoup de professeurs de religion islamique viennent directement des pays de religion musulmane et débarquent parfois sans connaître grand-chose de la Belgique ou des besoins des élèves immigrés. Quant aux professeurs issus de l'immigration, ils sont ultra-minoritaires comme le confirme une enquête réalisée par le GREM (Groupe d'étude des migrations et des relations interethniques) à l'Université Catholique de Louvain.

Ce groupe constate de grandes divergences entre la situation des enseignants arabophones (issus du Maghreb et du Maroc surtout) et celle des turcophones. Les Turcs sont en effet des fonctionnaires désignés par le Ministère chargé des Affaires religieuses en Turquie et leur rotation au sein de l'immigration est rapide. Ils sont plus âgés que leurs collègues arabes et la quasi totalité d'entre eux avaient déjà une expérience professionnelle avant de venir en Belgique. Leur séjour est d'ailleurs perçu comme de courte durée: 79% d'entre eux ont l'intention de rentrer en Turquie dans les deux ans et 87% y ont d'ailleurs laissé leur famille. Chez les arabophones, la situation est plus floue: la moitié d'entre eux sont en fait des étudiants qui poursuivent ou ont arrêté leurs études en Belgique. Le projet de retour est tout aussi vague: un tiers seulement est décidé à rentrer.

L'intégration de ces enseignants dans la société belge peut aussi être très différente. Pour la mesurer, les enquêteurs ont vérifié leurs connaissances de cer-

tains sigles comme ULB, PMS, FGTB ou PRL, tous appartenant aux institutions belges bien connues par la population. Les deux tiers des religieux turcs ne comprennent pas la signification de ces abréviations. Seulement 10 pour cent des membres du clergé turc qui lisent régulièrement un journal belge. Ce n'est pas du tout étonnant, puisque seulement un quart des religieux turcs comprennent les langues de la Belgique, alors que la totalité des arabophones maîtrisent le français. Selon Felice Dassetto, l'un des auteurs de cette enquête, la situation des enseignants turcophones n'est plus tolérable si on se place dans la perspective d'une insertion des immigrés dans la société belge.

"C'est inacceptable", estime Marcel Leurin, inspecteur à l'Education nationale. "Un Etat ne peut se désaisir au profit d'Etats étrangers du pouvoir de désigner ceux qui jouent un rôle important dans la formation de sa jeunesse."

Constatant que la réaction contre son pouvoir absolu dans le domaine de l'éducation des enfants s'amplifie, le CIC n'a pas retardé de prendre des initiatives afin de s'imposer comme un garant contre "l'intégrisme et le terrorisme."

Dans son interview au *Soir* du 26.5.1986, le directeur-imam Al-Ahdal parle d'un nouveau programme pour la formation des enseignants de cours de religion islamique:

"Pratiquement, d'abord par un programme accéléré de recyclage qui sera entamé cet été même, puis par la création d'un Institut islamique, des enseignants de religion seront formés, dans un esprit islamique pur et dans le sens de la compréhension et de l'intégration dans la société belge afin de les éloigner de l'intégrisme, de l'extrémisme et du terrorisme.(...) Cet institut qui formera les enseignants et les imams s'adresse essentiellement aux enfants de la 2e génération. (...) Mis à leur tour au travail, enseignant la religion islamique, ils joueront le même rôle vis-à-vis d'autres jeunes dans une société qu'ils connaissent bien. (...) Les enseignants seront entièrement soumis au contrôle du Centre islamique et les programmes ne pourront être émis que par des musulmans. Qui mieux que nous, en effet, peut savoir ce qu'il faut enseigner?"

Cela veut dire que, si l'autorité de désigner les enseignants religieux est détenue par le CIC, les futures enseignants, même ceux qui sont issus de l'immigration, seront formés par *la Rabitat* selon l'interprétation réactionnaire de l'Islam.

L'OPPOSITION MAGHREBINE AU CIC

Depuis le début, le pouvoir du CIC a été contesté aussi bien par les non-musulmans que par plusieurs mosquées ou associations islamiques constituées par les immigrés en Belgique.

Il faut tenir compte que l'Islam n'est pas un religion monolithique et s'est divisé en plusieurs sectes, ordres ou confréries qui ne connaissent jamais une hiérarchie unique.

Il y a quelques années, une cinquantaine de mosquées maghrébines s'étaient regroupées au sein de la Fédération des Mosquées de Belgique pour revendiquer leur autonomie vis-à-vis du CIC. Le président de la fé-

dération Ayssa Najjari justifie la création de cette nouvelle structure en ces termes: "Le Centre Islamique et Culturel travaillait indépendamment, il y avait une sorte de pouvoir personnel du directeur du Centre, les autres mosquées n'étaient pas consultées pour les fêtes, les horaires de la prière, pour n'importe quel autre problème religieux. C'est pour cela qu'on avait créé la Fédération des mosquées."

Constatant un certain malaise au sein de la communauté musulmane, le gouvernement belge a suggéré au CIC de se restructurer dans une perspective plus démocratique et plus représentative des communautés musulmanes installées en Belgique. Des négociations ont été menées en vue de la création d'un "Conseil supérieur des musulmans en Belgique" qui remplacerait le CIC. Le Ministère de la Justice aurait rédigé un avant-projet de loi prévoyant l'organisation d'élections pour faire entrer dans ce Conseil supérieur les représentants des communautés musulmanes immigrées.

Pourtant, d'après une information donnée par *Tribune Immigrée* du janvier 1987, même sans attendre que les statuts de ce nouveau conseil soient décrétés par le Ministère de la Justice, le CIC a procédé à la constitution du Conseil supérieur en mai 1986. Ce conseil de treize membres se compose des trois représentants de la *Rabitat*, de cinq ambassadeurs, deux immigrés turcs et deux immigrés marocains. Ces quatre immigrés n'ont été élus qu'avec les votes des musulmans qui fréquentent les mosquées. Donc, les musulmans qui pratiquent chez eux sans fréquenter les mosquées ont été privés du droit de vote et d'éligibilité. Sur treize membres, huit sont extérieurs à la Belgique. Le directeur-imam du CIC détient également la gestion de ce soi-disant Conseil supérieur des musulmans.

Grâce à cette élection bidon et à son pouvoir financier, la *Rabitat* n'a pas eu la difficulté pour faire accepter à nouveau son autorité aux mosquées contestataires marocaines. Le président de la Fédération des mosquées Ayssa Najjari qui figure parmi les élus du Conseil supérieur des musulmans s'incline devant l'autorité du CIC:

"La Ligue mondiale islamique représente l'ensemble des croyants, si vous voulez c'est un peu le Vatican de l'Islam. Donc je ne pense pas que la Ligue soit extérieure. L'ambassadeur du Maroc a un droit de regard ou quelque chose à dire puisqu'il représente une communauté qui existe en Belgique. De même pour l'ambassadeur de Turquie. Il y a des financements par l'Arabie Saoudite ou d'autres pays arabes à chaque mosquée qui en fait la demande. Ils peuvent toujours faire une demande à l'Arabie Saoudite, au Koweït, au Qatar où à n'importe quel pays du Golfe, et là ils peuvent recevoir la somme totale qu'ils ont demandé, ou une partie..." (*Tribune Immigrée*, déc. 1986, pp 13-17).

LA RABITAT ET LES TURCS EN BELGIQUE

Il faut se rappeler que l'immigration turque est la plus récente en Europe comparée aux autres communautés immigrées. Elle a d'abord commencé à s'organiser dans le cadre des initiatives visant à construire des mosquées et à assurer le rapatriement des corps des dé-

funts. Au début, c'était là les initiatives les plus urgentes pour les ressortissants turcs qui se trouvaient dans un pays dont la religion et les coutumes sont tout à fait différents.

Avec l'arrivée de la deuxième génération, ces associations ont commencé à organiser des cours coraniques pour leurs enfants en faisant venir des "imams" ou "hodjas" de Turquie. C'est alors que les tendances islamistes et nationalistes ont saisi l'occasion et ont commencé à envoyer leurs propagandistes aux pays européens. En effet, l'arrivée massive des travailleurs immigrés turcs en Europe coïncidait avec la montée des mouvements néo-fascistes et intégristes dans leur pays d'origine.

Donc, quatre mouvements islamistes ont réussi à s'implanter dans l'immigration turque:

1. *La Vision nationale* (Milli Görüş): Organisé en Europe sous l'appellation de *l'Organisation de Vision Nationale en Europe (AMGT)*, ce mouvement contrôle plus de 150 mosquées. Ils regroupent des jeunes immigrés au sein de *l'Union de la Jeunesse Islamique en Europe (AIGB)*. Le journal quotidien *Milli Görüş* de ce mouvement se vend dans toutes les villes européennes habitées par les immigrés turcs.

2. *Les Süleymanci*: Organisés sous l'appellation de *l'Union des Centres Culturels Islamiques (IKMB)*, ils contrôlent 147 mosquées, 300 centres culturels et des centaines de cours coraniques. Bien que les Süleymanci ne croient pas qu'un musulman puisse être ami des Chrétiens ou des Juifs, leur représentant en Europe, Harun Resit Tüylüoğlu, est en relation très étroite avec le cardinal de Cologne Höffner, et avec le membre du parlement du CDU, Albrecht Hassinger.

3. *Les Loups Gris*: Ils s'organisent depuis une dizaine d'années au sein de *Türk-Federasyon*, siégeant à Francfort (RFA). Depuis le coup d'état de 1980, pour pouvoir regagner la sympathie des immigrés croyants, les organisations de Loups Gris ont changé leur appellation en y insérant le mot "islamique". Dans l'immigration turque ils contrôlent au moins une centaine de mosquées et de cours coraniques. En Belgique, beaucoup d'organisations de Loups gris s'appellent "l'association de culture turco-islamique". Toutes ces associations se regroupent depuis avril 1984 au sein de *la Fédération des Associations culturelles turco-islamiques*, en abrégé *Türk-Islam Federasyonu* (la Fédération turco-islamique).

4. *Les Khomeïnystes*: Menés par Cemalettin Hodja à Cologne, ils s'organisent en Europe sous l'appellation de *l'Union des Associations et des Communautés Islamiques (ICCB)* et contrôlent quelque 120 mosquées. D'après le quotidien *Cumhuriyet* du 13 mars 1987, Cemalettin Hodja aurait visité Téhéran et jouirait du soutien complet du régime de Khomeiny.

Depuis le début, toutes ces tendances ont eu d'une façon ou d'une autre des rapports avec la *Rabitat-ul Islam-ul Alem*. Celle-ci avait décidé en 1980 d'octroyer \$50.000 à toute association islamique qui voudrait construire une mosquée en Europe. D'après l'hebdomadaire *Yeni Gündem* du 19 mai 1986, ces fonds auraient été payés par l'intermédiaire de la *Commission des Mosquées en Europe*.

De plus, le Centre Islamique et Culturel à Bruxelles se chargeait de payer les salaires des religieux turcs. Au cours d'un briefing tenu le 26 novembre 1982, il fut ré-

vélé que le nombre des religieux turcs nommés et payés par le CIC devait s'élever à 83. (*Milliyet*, 26.3.1987).

L'OPPOSITION TURQUE A LA RABITAT

Pourtant, cette subordination administrative et financière à un centre saoudien a suscité certain malaise aussi bien dans le clergé turc que dans les corps diplomatique.

"l'Islam turc en Belgique allait se trouver perturbé par l'influence arabe -surtout saoudienne, grande puissance financière- exercée sur l'organisation de la religion musulmane. (La) position assignée au CIC, sera dès le départ violemment contestée par la communauté turque et la Turquie par voie de sa représentation officielle, chargée de l'organisation religieuse des Turcs, en Belgique (...) Mais la contestation turque ne vint pas seulement des milieux officiels, mais aussi des communautés immigrées elles-mêmes. Lorsque le CIC prendra l'importance que nous lui connaissons aujourd'hui, il sera boudé par la majorité des Turcs qui ne voient en lui que la mosquée des Arabes." (Robert Anciaux, *Tribune Immigrée*, jan 1987, pp 64-65).

Ce malaise coïncidait bien avec le lancement, par le gouvernement militaire, du projet de regrouper toutes les associations de droite au sein d'une seule fédération pour chaque pays de sorte que les travailleurs immigrés puissent être sous le contrôle absolu d'Ankara. Pourtant, toutes les démarches dans ce sens auront abouti à un échec à cause des divergences politiques entre les organisations de droite

A l'heure actuelle en Belgique se trouvent trois fédérations de droite: *La Fédération du Nord des Associations des Travailleurs turcs*, siégeant à Anvers et dirigée par Irfan Günes, *la Fédération du Sud des Associations des Travailleurs turcs*, siégeant à La Louvière et dirigée par Osman Kurt, conseiller de l'Ambassade turque, et *la Fédération des Associations culturelles turco-islamiques*, siégeant à Eisdén et dirigé par les Loups Gris.

Le gouvernement turc a pris une autre initiative afin de regrouper les associations de droite au moins sur le plan religieux et a mis sur pied à Bruxelles, le 29 décembre 1982, *la Fondation turque des affaires religieuses islamiques* (Türk Diyanet Vakfi). Parmi les fondateurs de cette organisation qui regroupe une soixantaine de mosquées figure le Président du Directorate des affaires religieuses de la République de Turquie Tayyar Altikulaç et plusieurs conseillers religieux des ambassades turques en Europe. L'ambassadeur turc à Bruxelles en est le président d'honneur.

Pendant l'inauguration du siège de la fondation au Boulevard Général Jacques 38 - 1050 Bruxelles, couté

18 millions FB, le Ministre turc d'Etat Kazim Oksay a déclaré: "Au coeur de l'Europe, au sein d'une des plus importantes communautés chrétiennes du monde, vous menez des activités promouvant nos valeurs. Toutes les autres idées sont inférieures nôtres et elles sont condamnées à disparaître dans l'avenir alors que l'Islam vivra éternellement."

Il faut rappeler que les organisations de *la Vision Nationale*, en contestant la légitimité du pouvoir militaire à Ankara, ont refusé de faire partie aussi bien de la Fédération que de la Fondation.

Par contre, les Loups Gris en Belgique, grâce à l'affiliation de leur fédération à la Fondation, se sont légitimisés auprès de l'Ambassade turque. Les messages de succès envoyés par le Premier Ministre belge Wilfrid Martens et l'Ambassadeur turc Ecmel Barutçu au dernier congrès des Loups Gris tenu en avril 1987 à Eisdén, sont les preuves de cette "légitimisation". Ce congrès fut assisté par un des Loups Gris qui s'était impliqué dans l'attentat contre le Pape à Rome et avait été jugé dans le même procès avec Mehmet Ali Agca. Il s'agit de Serdar Celebi, l'ancien président de la Türk-Federasyon à Francfort.

LA RABITAT RECUPERE LES CONTESTATAIRES

Depuis quelques années les salaires du clergé turc nommé par le gouvernement turc sont payés par la Fondation turque. Toutefois, certains imams ou professeurs de religion islamique qui ont refusé d'obéir à la directive de retourner en Turquie et ne sont plus payés pour cette raison par la fondation turque, sont pris en charge par le CIC. Cette substitution du CIC a suscité un nouveau malaise au sein de la communauté turque. Le 26 octobre 1986, les présidents de deux fédérations turques ont conseillé aux parents musulmans de ne pas envoyer leurs enfants aux professeurs nommés et payés par le CIC.

Pourtant, comme il l'avait fait pour le clergé marocain contestataire, le CIC a réagi tout de suite en annonçant que les présidents de deux fédérations turques en question, Irfan Günes et Osman Kurt, auraient été "sélectionnés" pour le *Conseil Supérieur des Musulmans en Belgique*. (*Tercüman*, le 18 novembre 1986).

Cette amélioration des rapports entre le CIC et les associations de droite turques pourrait être perturbée à cause des révélations du *Cumhuriyet*, mais le futur de ces rapports dépend entièrement de la prise de position du gouvernement d'Ankara. L'emprise saoudienne sur le gouvernement actuel est si puissante que les dirigeants d'associations de droite à la solde du régime devront en tout état de cause s'incliner devant l'autorité de la Rabitat.